



PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées
SK/177

ARRETE

**N° 2 0 1 3 2 1 3 - 0 0 0 8 du - 1 AOUT 2013 portant
mise en demeure à la société FIMALAC de respecter les
prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2006 pour son
site de MULHOUSE**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article L 514-1-I,
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Ill-Nappe-Rhin,
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2009 approuvant le Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhin-Meuse,
- VU** l'arrêté n°2006-290-2 du 17 octobre 2006 portant prescriptions complémentaires à la société FIMALAC pour la surveillance des eaux souterraines pour son site situé sur la commune de MULHOUSE,
- VU** les rapports de surveillance semestrielle des eaux souterraines transmis pour l'année 2012 par la société FIMALAC,
- VU** le rapport du 1^{er} juillet 2013, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDERANT que le rapport de campagne mentionne que le piézomètre PZ7 est introuvable, que celui-ci a été remplacé par un autre piézomètre sans indiquer sa localisation et que l'arrêté du 17 octobre 2006 impose d'informer de toute modification et de localiser les piézomètres,

CONSIDERANT que lors de la campagne de surveillance, l'exploitant n'a pas respecté le programme de surveillance imposé par l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2006, en ne faisant pas la totalité des analyses demandées au niveau du réseau piézométrique prévu, et qu'aucune mesure compensatoire n'a été réalisée,

CONSIDERANT qu'en vertu des dispositions de l'article L514-1 du Code de l'environnement, lorsqu'il est constaté l'inobservation des conditions d'exploiter imposées à l'exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier d'y satisfaire dans un délai déterminé,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R E T E

Article 1^{er} :

La société FIMALAC, désignée "Exploitant" dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 97 rue de Lille - 75007 PARIS, est mise en demeure de se conformer, dans les délais impartis, aux dispositions reprises dans les articles suivants pour son site à l'arrêt situé au 1 rue de la Fonderie à MULHOUSE.

Article 2 :

Sous 1 mois et conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2006-290-2 du 17 octobre 2006 susvisé,

« Un plan de localisation des piézomètres avec leurs numéros, le nombre d'analyses par piézomètre depuis l'origine, la valeur moyenne en (mg/l) par piézomètre, ainsi que la valeur obtenue lors de la dernière mesure en (mg/l) seront joints au rapport »

L'exploitant devra fournir un plan de localisation des piézomètres du réseau de surveillance.

Article 3 :

Sous 1 mois et conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°2006-290-2 du 17 octobre 2006 susvisé,

« Toute modification des conditions de surveillance du site telles que prescrites par le présent arrêté doit être portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

L'exploitant devra rechercher l'ouvrage dit « Pz7 » dont il est fait état dans les « CONSIDERANT » du présent arrêté.

En fonction du résultat de cette recherche ou l'impossibilité d'utiliser ce piézomètre, l'exploitant devra alors réaliser son remplacement et dans la mesure du possible l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

« Dans un délai de 1 mois, le préfet sera immédiatement informé de la fin de réalisation de ces travaux et des modifications des conditions de surveillance. »

Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Article 5 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société FIMALAC.

Article 6 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de MULHOUSE et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le - 1 AOUT 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Secrétaire Général suppléant,



Julien LE GOFF

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

